

nation de qui par ses richesses et sa position, jouissait d'une influence locale. La garde nationale résista, elle se rendit en masse, et sans armes à l'hôtel de ville dans l'intention d'intimider le gouvernement; mais la populace lui en ferma les approches. Le lendemain, le peuple résolu de faire une démonstration de sa force et en conséquence pas moins de cent mille hommes armés de pelles et de pioches s'assemblèrent à l'hôtel de ville; et ayant prouvé par cette démonstration qu'ils étaient les maîtres de la garde nationale, de la cité, et du gouvernement ils se retirèrent après avoir écouté les discours fleuris ordinaires de M. Lamartine. Cet événement a détruit la dernière barrière qui protégeait la vie et la propriété. La populace est maintenant la maîtresse.

Pendant la dernière quinzaine les demandes les plus absurdes ont été faites au gouvernement par les diverses classes ouvrières qui exigent une diminution du travail et une augmentation de salaire. Les plans imaginaires de John Cade ont été surpassés en absurdité. Les poissardes ont demandé la protection exclusive du gouvernement; jusqu'aux filles de joie qui, en corps, ont été faire visite à M. De Lamartine et ses collègues, et leur exposer leurs griefs. Les gamins de Paris se sont plaints de leurs instituteurs et ont demandé d'être exemptés de la férule, et de l'école. Il a été répondu à tous qu'on aurait égard à leurs plaintes.

Les trois derniers décrets du gouvernement vont amener des résultats ruineux et inévitables. Par le premier, l'entrée de la France est défendue aux ouvriers étrangers. Le second, est un acte de banqueroute nationale temporaire; il suspend le paiement des lettres de change et toutes les procédures contre les débiteurs. Par le troisième, il paraît que nonobstant la réduction du travail à 10 heures par jours, les ouvriers ont abandonné leurs travaux. Les ouvriers sans emploi reçoivent un franc par jour; c'est une prime accordée à l'oisiveté et à la paresse. On a fait un plan pour enrichir la France dans une semaine. Six ou sept millions de personnes possèdent de l'argenterie de la valeur d'au moins 300 francs (£15 sterling). L'état va emprunter cet argent pour laquelle il donnera des rentes. On recommande d'apporter toute l'énergie et la promptitude possibles dans cette spoliation générale. Ces actes ne sont que les préludes de ceux qui auront pour conséquence inévitable d'ébranler la société en France jusque dans ses fondements. Les biens et la propriété privée de l'ex-roi ont été déjà saisis; la confiscation ne se fera pas attendre; et la spoliation dont la propriété publique et privée est menacée par les marionnettes de la populace, se terminera par des scènes qu'il sera impossible de contempler et de décrire.

Dans la désorganisation politique et sociale du gouvernement en France où il n'y a de fait aucune garantie, aucune sûreté pour la vie et la propriété, nous n'avons pas besoin de dire à nos amis engagés dans le commerce d'user de la plus grande prudence dans leurs consignations pour ce pays. La révolution a anéanti le commerce étranger de la France.

Il est superflu d'ajouter que sous les circonstances actuelles la production a cessé en conséquence de la désertion des ateliers par les classes ouvrières. L'habileté du gouvernement provisoire est aux abois pour inventer de nouveaux plans pour satisfaire ses maîtres, la populace. Un projet gigantesque pour mettre tous les chemins de fer de la France sous le contrôle du gouvernement, est sous considération; les actionnaires recevraient en équivalent de leurs actions, des rentes françaises. En vérité, il paraît que le but du pouvoir qui dispose maintenant des destinées de la France, est d'ébranler toute chose et de réduire au niveau de l'ignorance brutale et de la folie, l'intelligence, les rangs et la propriété. Sous ce système de communisme, les affaires à Paris sont réduites à l'état d'échange. L'or a dis-

paru et ne s'obtient qu'à une prime de 10 à 15 pour 100. Des capitaux à un montant considérable ont été transférés dans les fonds anglais qui ont éprouvé une hausse. Dans les districts manufacturiers, un soulagement partiel a été produit par l'établissement de banques d'escompte, mais ce système aura pour conséquence l'émission excessive de papier-monnaie; et on ne peut douter, que si les choses demeurent dans leur état actuel, toute cette fabrique de papier-monnaie s'écroulera bientôt et entraînera le pays entier dans une ruine terrible et générale.

(Traduit de l'European Times.)

SARDAIGNE.—Il y a eu des troubles en Sardaigne.—A Chambéry, on a crié vive la république! mais les troupes ont rétabli l'ordre. On dit que le roi de Sardaigne a consenti à la convocation d'une assemblée nationale.

GRECE.—Ce royaume est loin d'être tranquille. Les troupes sont appelées dans toutes les directions. Il est plus que probable que le règne de l'imbécille Othon va finir.

INDES.—La maille de Bombay du 15 de février a apporté la nouvelle de la faillite de la banque de Calcutta.

IRLANDE. MM. Mitchell, O'Brien et Meagher ont été admis à donner caution pour leur comparution devant la cour du Banc de la Reine. Leur procès aura lieu dans le terme de Pâques. Une foule de 10,000 personnes les a accompagnés au Bureau de Police. A leur retour ils se sont adressés à la multitude et M. Mitchell a dit qu'il donnerait encore aux Irlandais les avis qui ont amené son arrestation.

—Il paraît que Lola Montrés a trouvé un nouveau protecteur dans la personne de M. R. Peel (fils de Sir Robert Peel), le chargé d'affaires anglais à Berne.

—Le Times de Londres affirme que toute la fortune de Louis-Philippe était en France, et que la perte de ses propriétés et domaines privés le réduirait au plus complet dénuement.

—Quelques journaux annoncent que Louis-Philippe a résolu de passer aux Etats-Unis d'Amérique.

—Il règne une grande activité dans le port de Toulon. On prétend qu'une flotte française a reçu ordre de se rendre dans la Baie de Naples.

LE CHLOROFORME SUPPLANTE. Un nouvel agent propre à produire l'insensibilité à la douleur, a été découvert en Norvège, par M. Herakl Thaulow, apothicaire à Christiania. Cet agent ne serait autre chose que le sulfate de Carbone qu'on obtient en abondance du charbon de bois, avec facilité et sans frais. On l'emploie de la même manière que le chloroforme.

Amerique Centrale.

Yucatan.—Des nouvelles de Yucatan jusqu'au 20 mars, nous apprennent que les sauvages se sont emparés de plusieurs villes. La situation de la péninsule est déplorable. La race espagnole est menacée d'une extermination complète. Les sauvages sont en armes au nombre de 50 à 60 mille. Les Yucatéques ont demandé secours et protection au commodore américain Perry.

MEXIQUE.—Une dépêche télégraphique contient ce qui suit:—On écrit de St. Louis en date du 12 avril qu'un corps considérable de mexicains et de sauvages se sont assemblés à 200 miles du fort Ar-

Kansas et que le colonel Gilpin a dû aller les attaquer.

CA-NADA.

—M. BLAKE, le solliciteur général futur du Haut-Canada, est de retour d'Europe.

ELECTION DE TERREBONNE. L'honorable L. M. Viger a été élu. Les voix à la clôture du poll étaient pour M. Viger, 1819, pour M. Scott, 104.

—L'Aurore annonce qu'on parle d'ériger deux nouvelles églises dans la cité de Montrécal; l'une au faubourg de Québec, et l'autre aux côtes St. Louis et Ste. Catherine.

TROIS-RIVIERES.—La nomination des représentants de cette ville a eu lieu hier; les trifluviens se sont montrés tellement tapageurs qu'il a fallu demander les troupes. Le poll se tiendra lundi et mardi. Les candidats sont MM. Bureau et Polette; le premier, suivant la Minerve, a toutes les chances d'être élu.

La Minerve dans son numéro du 10 du courant, contient près de deux colonnes d'injures variées de calomnies à propos de nos remarques sur la lecture de M. Parent et la loi d'éducation. Nous ne descendrons pas, par respect pour notre journal, par respect pour nos lecteurs et par respect pour nous même, dans l'arène des personnalités sur laquelle notre confrère a transporté la discussion. Depuis longtemps, tout le monde sait que la Minerve est un professeur émérite dans l'art d'injurier et de calomnier ses adversaires. Nous laisserons donc la Minerve se prélasser à plaisir sur les glorieuses lauriers qu'elle a cueillis dans cette carrière vers laquelle, nous l'avouons, nos goûts, notre caractère et notre éducation ne nous porteront nullement. Nous passerons donc sous silence les injures dont ce journal nous gratifie et qui prouvent que la cause qu'il soutient est mauvaise, désespérée, puis-que pour la défendre, il est obligé de se servir d'injures au lieu de raisons. Le public appréciera ce mode de discussion.

Quant aux personnalités que la Minerve nous adresse, nous les regardons comme un honneur; car quel est l'homme marquant du pays que ce journal n'a pas dans une occasion ou dans un autre, injurié, vilipendé? Nous, qui sommes un individu obscur, nous, qui n'approchons pas des dieux du jour auxquels la Minerve prodigue son encens, nous avouons, que c'est pour nous un insigne honneur d'être ainsi traité devant l'opinion publique, pour prendre place à côté des hommes éminents que la Minerve voulait brûler hier et qu'elle adore aujourd'hui.

La Minerve prône sans cesse et ses principes libéraux et son radicalisme. A l'entendre, elle veut pour tous l'expression illimitée de la pensée, cependant si quelqu'un s'avise de penser sur une question quelconque d'une manière qui s'écarte le moins du monde de la façon de voir de la Minerve, tout aussitôt, on la voit entasser injure sur injure, calomnie sur calomnie, seule manière d'argumenter que connaît ce journal, et qui fait un bien mince éloge de cœur, des connaissances et de l'habileté de son rédacteur. Au reste, le radicalisme, de la Minerve, est celui que le comte de Montalembert a si bien peint en disant: "Le radicalisme ne supporte pas une pensée, une parole, une prière contraire à sa volonté." Ce n'est pas la première fois que la Minerve a tenté, par ses injures et ses invectives de baillonner ceux qui ne pensent pas comme elle; mais nous ne craignons pas les efforts de la Minerve. Sujets anglais, nous respecterons chez les autres, et nous saurons faire respecter à notre égard la liberté de la pensée, la liberté de la presse, ces soutiens